



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Mars 2024



Synthèse.....	2
Faits marquants.....	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire.....	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes.....	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé).....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attributions de produits.....	14
Opérations des comptes spéciaux.....	16
Données patrimoniales.....	17
Correspondants du Trésor et personnes habilitées.....	17
Dettes financières de l'Etat.....	18
Notes méthodologiques.....	19



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -52,782 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin mars 2024 s'élève à -52,782 Md€ contre -54,407 Md€ à fin mars 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,625 Md€) s'explique, pour le

budget général, par une diminution des dépenses nettes de 2,229 Md€ et des recettes nettes de 0,255 Md€, ainsi que par une variation négative du solde des comptes spéciaux de 0,349 Md€.

Dépenses du budget général (nettes) : 98,048 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 7,643 Md€, essentiellement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (3,166 Md€), du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,210 Md€) et du programme « Vie de l'élève » (0,985 Md€) ;

► **Mission Défense** : 5,208 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (2,231 Md€), du programme « Equipement des forces » (1,569 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (1,162 Md€) ;

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 2,645 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (2,542 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,125 Md€, essentiellement au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,097 Md€) et du programme « Handicap et dépendance » (0,980 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin mars 2024 s'élèvent à 98,048 Md€ contre 100,276 Md€ à fin mars 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (-2,229 Md€) résulte essentiellement de la baisse des dépenses d'intervention pour -5,640 Md€ (essentiellement la mission "Ecologie, développement et mobilité durables" pour -6,318 Md€, notamment la baisse prévue en LFI des crédits finançant les mesures de protection des

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 2,085 Md€, principalement au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (1,126 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 2,075 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (1,091 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,936 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 1,993 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,653 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,953 Md€, montant réparti entre les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Travail et emploi** : 1,411 Md€, principalement au titre du programme « Accès et retour à l'emploi » (0,826 Md€) ;

► **Mission Justice** : 0,900 Md€, montant réparti entre les divers programmes composant la mission.

consommateurs d'énergie), des charges de la dette de l'Etat pour -1,175 Md€ (baisse prévue en LFI), ainsi que de la hausse des dépenses de personnel pour +2,852 Md€ (hausse prévue en LFI) et des dépenses de fonctionnement pour +1,572 Md€ (écart principalement lié à la mission "Défense" pour +2,116 Md€, essentiellement en raison du dynamisme des dépenses du programme "Préparation et emploi des forces").

Recettes du budget général (nettes) : 57,862 Md€

Les principales recettes du mois

► **IS net** : 12,678 Md€, essentiellement des acomptes encaissés au titre de l'échéance du 15 mars ;

► **IR net** : 7,367 Md€ ;

► **TVA nette** : 6,213 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,412 Md€, dont 1,497 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **TICPE nette** : 1,361 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,053 Md€, dont 0,767 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **Fonds de concours et attributions de produits** : 0,621 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,705 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,078 Md€, dont -2,016 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF).



Recettes fiscales (nettes) : 69,613 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin mars 2024 s'élèvent à 69,613 Md€ contre 70,830 Md€ à fin mars 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (-1,218 Md€) s'explique essentiellement par une baisse des recettes de TVA nette pour -1,419 Md€ (écart lié à une augmentation

des reversements pour 3,752 Md€, essentiellement en raison d'un décalage de comptabilisation en 2023, et des R&D pour 1,424 Md€, pour un montant de recettes brutes avant reversements en hausse de 3,757 Md€).

Recettes non fiscales : 1,844 Md€

Les recettes non fiscales à fin mars 2024 s'élèvent à 1,844 Md€ contre 1,922 Md€ à fin mars 2023 à

périmètre constant, soit une évolution de -0,078 Md€.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -14,736 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin mars 2024 s'élèvent à -14,736 Md€ contre -15,457 Md€ à fin mars 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+0,720 Md€) s'explique par une

baisse, prévue en LFI, des PSR de l'Etat au profit de l'Union européenne à hauteur de 1,101 Md€ et par une augmentation des PSR de l'Etat au profit des collectivités territoriales à hauteur de 0,381 Md€.

Fonds de concours et attributions de produits : 1,141 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin mars 2024 s'élèvent à 1,141 Md€ contre

0,820 Md€ à fin mars 2023 à périmètre constant, soit une évolution de +0,321 Md€.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -12,596 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 9,816 Md€ et des recettes pour 6,079 Md€ (dont 3,535 Md€ au titre des fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités territoriales et 1,752 Md€ de TF, essentiellement au titre de la mensualisation) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 3,297 Md€ (dont 2,493 Md€ de charges d'indexation du capital dans le cadre de remboursements d'OAT) et des recettes pour 3,295 Md€ (dont 2,634 Md€ au titre d'abondements par le budget général) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin mars 2024 s'élève à -12,596 Md€ contre -12,247 Md€ à fin mars 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,349 Md€) s'explique principalement par une diminution du solde des

► Le compte « **Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » enregistre des recettes pour 0,802 Md€ (dont 0,730 Md€ au titre d'un remboursement par l'UE de l'avance versée par l'Etat à l'ASP, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune).

comptes d'affectation spéciale de -1,184 Md€ (dont le compte « Participations financières de l'Etat » pour -0,595 Md€ et le compte « Pensions » pour -0,467 Md€).

Dette financière de l'Etat au 31 mars 2024 : 2 528,441 Md€

La dette financière est en augmentation de 67,090 Md€ depuis le début de l'année 2024.

Cette évolution s'explique par les flux nets des titres négociables (hausse des OAT de +56,833 Md€

et des BTF à hauteur de +12,918 Md€), ainsi que par les dettes financières et autres emprunts (baisse à hauteur de -2,660 Md€).



Situation Mensuelle
de l'Etat
Mars 2024

CHIFFRES CLES

	Mois	Cumul à fin mars		Ecart cumul	
	Mars	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-8 750	-52 782	-54 407	-54 724	1 625
Dépenses du budget général (nettes)	32 902	98 048	100 276	100 485	-2 229
Recettes du budget général (nettes)	27 655	57 862	58 116	58 008	-255
Principales recettes fiscales (nettes)					
- IR	7 367	17 742	17 795	17 795	-54
- IS *	12 678	12 820	12 528	12 528	292
- TICPE	1 361	3 653	4 055	4 055	-402
- TVA	6 213	24 749	26 169	26 063	-1 419
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-3 503	-12 596	-12 247	-12 247	-349

DONNEES PATRIMONIALES

Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-762	154 010
Dette financière de l'Etat	15 030	2 528 441

* hors contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin mars		Ecart cumul	
	Mars	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Dépenses nettes du budget général					
Dotations des pouvoirs publics	0	1 138	1 077	1 077	61
Dépenses de personnel	12 852	38 618	35 767	35 772	2 852
Dépenses de fonctionnement	5 212	18 163	16 590	16 583	1 572
Charges de la dette de l'Etat	2 634	4 754	5 928	5 928	-1 175
Dépenses d'investissement	1 506	5 234	5 091	5 106	143
Dépenses d'intervention	10 605	29 876	35 516	35 713	-5 640
Dépenses d'opérations financières	93	265	307	307	-42
Total des dépenses (nettes) (I)	32 902	98 048	100 276	100 485	-2 229
Recettes nettes du budget général					
Recettes fiscales	31 063	69 613	70 830	70 725	-1 218
Recettes non fiscales	754	1 844	1 922	1 922	-78
Prélèvements sur recettes	-4 783	-14 736	-15 457	-15 459	720
Fonds de concours et attributions de produits	621	1 141	820	820	321
Total des recettes (nettes) (II)	27 655	57 862	58 116	58 008	-255
Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)	32 438	72 598	73 573	73 467	-975
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-5 247	-40 186	-42 160	-42 477	1 974
Comptes spéciaux					
Solde des comptes d'affectation spéciale	-417	-263	921	921	-1 184
Solde des comptes de concours financiers	-3 227	-12 592	-14 022	-14 022	1 430
Solde des comptes de commerce	152	285	842	842	-557
Solde des comptes d'opérations monétaires	-97	-206	10	10	-216
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-3 503	-12 596	-12 247	-12 247	-349
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-8 750	-52 782	-54 407	-54 724	1 625



	Mois	Cumul à fin mars			Ecart cumul
	Mars	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	12 852	38 618	35 767	35 772	2 852
Rémunérations d'activité	7 456	22 468	20 633	20 636	1 836
Cotisations et contributions sociales	5 293	15 809	14 846	14 847	964
Prestations sociales et allocations diverses	102	341	289	289	52
AUTRES TITRES	20 050	59 429	64 510	64 713	-5 080
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	1 138	1 077	1 077	61
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	5 212	18 163	16 590	16 583	1 572
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3 156	9 954	7 874	7 866	2 080
Subventions pour charges de service public	2 057	8 209	8 717	8 717	-508
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	2 634	4 754	5 928	5 928	-1 175
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	2 634	4 754	5 928	5 928	-1 175
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 506	5 234	5 091	5 106	143
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 059	3 636	3 365	3 367	271
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	447	1 599	1 727	1 740	-128
Subventions pour charges d'investissement	0	0	0	0	0
Titre 6 - Dépenses d'intervention	10 605	29 876	35 516	35 713	-5 640
Transferts aux ménages	5 298	15 431	15 750	15 748	-318
Transferts aux entreprises	2 020	5 209	10 560	10 562	-5 351
Transferts aux collectivités territoriales	1 270	3 435	3 277	3 369	159
Transferts aux autres collectivités	2 006	5 518	5 483	5 586	35
Appels en garantie	11	282	446	446	-164
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	93	265	307	307	-42
Prêts et avances	0	0	3	3	-2
Dotations en fonds propres	64	123	182	182	-60
Dépenses de participations financières	29	142	122	122	20
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)	32 902	98 048	100 276	100 485	-2 229



	Mois de mars		Cumul à fin mars 2024		Cumul à fin mars 2023 retraité		Cumul à fin mars 2023 consommé	Ecart cumul
	AE	CP	AE	CP	CP	CP		
	consommées	consommés	consommées	consommés	retraités	consommés	2024 / 2023 retraité	
unité : million d'€. ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	245	257	919	842	855	853	-13	
Action de la France en Europe et dans le monde	130	144	609	540	540	540	0	
Diplomatie culturelle et d'influence	25	22	174	169	166	166	3	
Français à l'étranger et affaires consulaires	90	91	136	133	148	147	-15	
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	330	404	1 123	1 117	1 017	1 080	99	
Administration territoriale de l'Etat	211	225	644	641	604	602	37	
Vie politique	11	18	83	75	83	79	-8	
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	109	161	395	400	330	399	71	
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	367	360	867	835	680	683	156	
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	262	253	567	537	396	396	141	
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	51	55	153	153	149	149	3	
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	54	51	147	145	134	138	11	
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	0	0	0	0	0	0	0	
Soutien aux associations de protection animale et aux refuges ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0	
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	55	88	300	431	627	627	-196	
Aide économique et financière au développement	2	30	-81	146	230	230	-84	
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	0	0	0	0	0	
Solidarité à l'égard des pays en développement	53	57	381	285	398	398	-112	
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0	
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	7	109	1 308	1 120	1 184	1 184	-64	
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	7	108	1 232	1 098	1 111	1 111	-14	
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	76	22	73	73	-51	
COHESION DES TERRITOIRES	560	1 993	14 397	3 951	3 788	3 788	163	
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	519	237	949	340	353	353	-14	
Aide à l'accès au logement	0	1 653	13 223	3 306	3 340	3 340	-35	
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	30	51	204	237	22	22	216	
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	5	19	4	25	35	35	-10	
Politique de la ville	4	2	4	3	15	15	-12	
Interventions territoriales de l'Etat	1	31	12	40	22	22	18	
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	64	103	234	265	216	214	49	
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	43	82	127	159	115	112	44	
Conseil économique, social et environnemental	0	0	44	44	44	44	0	
Cour des comptes et autres juridictions financières	21	22	63	62	57	57	5	
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0	0	
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0	0	
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0	0	
CULTURE	591	388	980	711	625	632	86	
Patrimoines	84	83	122	136	125	124	12	
Création	189	90	340	162	182	188	-20	
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	244	147	313	214	134	136	80	
Soutien aux politiques du ministère de la culture	75	68	206	199	184	185	15	
DEFENSE	4 648	5 208	12 373	17 637	14 758	14 764	2 879	
Environnement et prospective de la politique de défense	1 046	246	1 547	580	529	530	51	
Préparation et emploi des forces	971	1 162	3 241	5 245	3 338	3 341	1 907	
Soutien de la politique de la défense	2 248	2 231	6 544	6 602	5 983	5 986	618	
Equipement des forces	384	1 569	1 041	5 210	4 907	4 907	303	
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	66	62	319	201	190	179	11	
Coordination du travail gouvernemental	59	56	252	171	162	152	9	
Protection des droits et libertés	7	6	67	30	27	27	2	
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	4 331	1 953	7 451	4 574	11 107	11 112	-6 533	
Infrastructures et services de transports	2 252	705	2 465	956	2 356	2 358	-1 400	
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	21	20	70	44	50	50	-6	
Paysages, eau et biodiversité	24	15	139	60	50	51	9	
Expertise, information géographique et météorologie	2	1	452	158	142	142	16	
Prévention des risques	800	239	913	295	245	245	50	
Energie, climat et après-mines	889	618	1 649	1 317	1 591	1 592	-274	
Service public de l'énergie	100	100	811	811	5 496	5 496	-4 685	
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	237	235	935	890	841	844	48	
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat ⁽²⁾	0	0	0	0	335	335	-335	
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	6	20	18	44	0	0	44	



	Mois de mars		Cumul à fin mars 2024		Cumul à fin mars 2023 retraité	Cumul à fin mars 2023 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.							
ECONOMIE	451	475	1 559	1 029	1 515	1 504	-485
Développement des entreprises et régulations	191	194	915	606	1 065	1 065	-459
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	10	0	-10
Statistiques et études économiques	60	57	132	125	124	124	1
Stratégies économiques	200	224	512	298	315	315	-17
Financement des opérations patrimoniales en 2024 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	2 634	2 645	5 071	5 139	6 254	6 254	-1 115
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	2 542	2 542	4 485	4 485	5 593	5 593	-1 108
Appels en garantie de l'Etat	0	11	282	282	562	562	-280
Epargne	0	0	35	35	30	30	5
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat ⁽²⁾	92	92	268	268	0	0	268
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	69	69	69	0
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19	0	0	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	7 833	7 643	23 287	22 759	20 985	20 985	1 775
Enseignement scolaire public du premier degré	2 214	2 210	6 696	6 689	6 267	6 267	422
Enseignement scolaire public du second degré	3 173	3 166	9 922	9 771	9 022	9 024	750
Vie de l'élève	1 099	985	2 843	2 636	2 415	2 410	221
Enseignement privé du premier et du second degrés	888	898	2 623	2 577	2 317	2 317	261
Soutien de la politique de l'éducation nationale	320	265	744	683	603	607	79
Enseignement technique agricole	140	118	458	403	361	361	42
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	909	891	2 835	2 593	2 549	2 546	43
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	654	671	2 106	1 948	1 903	1 897	46
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	104	76	296	238	248	249	-10
Facilitation et sécurisation des échanges	151	143	434	407	399	400	8
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	47	75	351	365	289	386	76
Immigration et asile	41	71	284	300	327	298	-27
Intégration et accès à la nationalité française	6	5	66	65	-38	88	103
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030	0	5	0	12	0	0	12
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	0	0	0	0
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	0	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	0	0	0
Financement des investissements stratégiques	0	5	0	12	0	0	12
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	0	0	0	0	0	0
JUSTICE	1 068	900	3 444	2 996	3 030	3 030	-33
Justice judiciaire	503	347	1 364	1 163	1 093	1 093	71
Administration pénitentiaire	342	341	1 192	1 127	1 162	1 162	-34
Protection judiciaire de la jeunesse	96	94	411	262	251	251	11
Accès au droit et à la justice	53	54	257	247	357	357	-111
Conduite et pilotage de la politique de la justice	75	64	219	196	166	166	30
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	1	1	1	1	0
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	147	11	275	138	213	212	-74
Presse et médias	117	10	175	68	135	135	-67
Livre et industries culturelles	31	0	101	70	78	77	-7
OUTRE-MER	162	94	1 308	638	593	593	46
Emploi outre-mer	49	33	1 118	464	462	462	2
Conditions de vie outre-mer	112	61	190	174	130	130	44
PLAN DE RELANCE	23	121	19	217	349	349	-132
Écologie	0	75	-3	155	266	266	-111
Compétitivité	23	44	22	60	69	69	-9
Cohésion	0	2	0	2	14	14	-11
POUVOIRS PUBLICS	0	0	1 138	1 138	1 077	1 077	61
Présidence de la République	0	0	123	123	110	110	12
Assemblée nationale	0	0	608	608	571	571	37
Sénat	0	0	353	353	346	346	7
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	34	34	1
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	18	18	13	13	5
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1	0



	Mois de mars		Cumul à fin mars 2024		Cumul à fin mars 2023 retraité	Cumul à fin mars 2023 consommé	Ecart cumul
	AE	CP	AE	CP	CP	CP	2024 / 2023 retraité
	consommées	consommés	consommées	consommés	retraités	consommés	
unité : million d'€.							
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	4 758	2 085	25 485	8 132	8 005	8 005	128
Formations supérieures et recherche universitaire	111	143	14 204	3 730	3 656	3 653	74
Vie étudiante	44	291	2 578	1 197	1 076	1 077	121
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	3 895	1 126	5 641	1 744	1 647	1 648	97
Recherche spatiale	0	0	1 062	426	621	621	-195
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	389	440	1 318	768	727	727	41
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	232	23	533	144	153	153	-9
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	49	49	-49
Enseignement supérieur et recherche agricoles	87	62	149	124	77	77	47
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	0	509	5 623	1 995	1 987	1 982	8
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	364	3 928	1 381	1 367	1 367	15
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	68	721	265	269	269	-4
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	77	973	349	352	346	-2
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	96	383	84	383	501	589	-118
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	16	314	-1	314	435	524	-121
Concours spécifiques et administration	80	69	85	69	66	66	2
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	8 929	8 927	34 254	34 239	32 797	32 797	1 442
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	8 611	8 609	32 825	32 811	31 635	31 635	1 176
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	318	318	1 428	1 428	1 162	1 162	266
SANTE	140	19	1 291	500	464	464	36
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	140	19	220	72	32	32	40
Protection maladie	0	0	1 071	428	432	432	-4
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Séguir investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR)	0	0	0	0	0	0	0
SECURITES	2 000	2 075	5 962	5 868	5 546	5 500	322
Police nationale	1 060	1 091	3 187	3 113	2 919	2 892	194
Gendarmerie nationale	895	936	2 626	2 595	2 462	2 450	133
Sécurité et éducation routières	7	4	26	12	10	6	2
Sécurité civile	38	44	123	149	156	152	-7
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	146	2 125	27 337	7 048	7 334	7 334	-286
Inclusion sociale et protection des personnes	81	1 097	12 912	3 714	3 626	3 626	88
Handicap et dépendance	0	980	13 635	2 940	3 316	3 316	-376
Egalité entre les femmes et les hommes	0	0	0	0	1	1	-1
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	66	48	790	394	392	392	2
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	259	123	906	444	337	337	107
Sport	186	57	334	137	122	122	15
Jeunesse et vie associative	30	27	530	238	214	214	24
Jeux olympiques et paralympiques 2024	43	39	43	69	0	0	69
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	35	72	171	169	147	166	22
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs	3	30	5	74	66	66	9
Transformation publique	12	10	16	21	20	30	2
Innovation et transformation numériques	1	1	3	2	1	1	2
Fonction publique	17	27	136	60	51	59	9
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	4	4	11	11	10	10	1
TRAVAIL ET EMPLOI	557	1 411	3 218	3 371	2 895	2 895	477
Accès et retour à l'emploi	394	826	2 640	1 703	1 135	1 135	568
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	102	522	396	1 496	1 587	1 587	-91
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	1	5	2	11	11	-8
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	60	61	177	170	161	161	8
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	41 459	41 511	183 889	130 859	131 911	132 120	-1 053
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	32 848	32 902	151 064	98 048	100 276	100 485	-2 229

(1) Suppression en LFI 2024

(2) Modification de mission de rattachement en LFI 2024

(3) Modification de libellé en LFI 2024



	Mois		Cumul à fin mars		Ecart cumulé
	Mars	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Impôt sur le Revenu (A)	7 642	24 399	24 169	24 169	230
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	113	344	334	334	11
Impôt sur les sociétés (C)	14 044	16 016	15 696	15 696	320
Impôt sur les sociétés	13 647	15 598	15 431	15 431	167
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	244	265	265	265	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	153	153	0	0	153
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 053	3 976	4 308	4 308	-332
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	66	354	438	438	-84
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	112	920	1 054	1 054	-134
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	1	1	-1
Impôt sur la fortune immobilière	25	216	131	131	85
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	2	3	3	-1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	1	5	2	2	4
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	5	6	6	0
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	5	3	3	3
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	10	33	30	30	3
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	1	1	1	0
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	767	2 244	2 235	2 235	9
Taxe sur les gestionnaires d'infrastructures de transport (écrêtement) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Taxe sur les services numériques	8	8	1	1	7
Taxe d'habitation sur les résidences principales	13	30	291	291	-261
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ⁽²⁾	19	61	56	56	5
Cotisation foncière des entreprises ⁽²⁾	0	0	0	0	0
Recettes diverses	30	91	58	58	33
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (E)	1 563	4 302	4 606	4 606	-304
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	12 845	45 747	45 742	45 636	5
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 412	7 640	7 610	7 610	29
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	24	97	97	97	1
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	18	52	51	51	1
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	5	17	32	32	-15
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	301	928	900	900	28
Mutations à titre gratuit par décès	1 196	3 244	3 325	3 325	-81



	Mois	Cumul à fin mars			Ecart cumul
	unité : million d'€. Mars	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
Contribution de sécurité immobilière	50	168	208	208	-41
Autres conventions et actes civils	55	127	101	101	26
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	43	145	148	148	-3
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	72	158	143	143	16
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	10	74	48	48	26
Timbre unique	15	100	120	120	-20
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	113	233	184	184	49
Droits d'importation	0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité	5	10	0	0	10
Autres taxes intérieures	82	505	573	573	-67
Autres droits et recettes accessoires	0	1	1	1	0
Amendes et confiscations	3	10	12	12	-2
Taxe générale sur les activités polluantes	4	14	5	5	8
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	5	23	22	22	1
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	4	163	159	159	4
Autres droits et recettes à différents titres	0	50	0	0	50
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	12	12	12	0
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	1	1	0
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	1	1	6	6	-4
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	10	10	15	15	-5
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	191	490	466	466	24
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	73	202	202	202	0
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	30	101	95	95	5
Prélèvement sur les paris sportifs	75	210	141	141	70
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	10	31	23	23	8
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	-40	203	288	288	-85
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0	0
Autres taxes	52	258	233	233	25
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	39 672	102 424	102 465	102 359	-42
TOTAL GENERAL (net)	31 063	69 613	70 830	70 725	-1 218

(1) Création en LFI 2024

(2) Modification en LFI 2024



	Mois	Cumul à fin mars		Ecart cumulé	
	Mars	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Dividendes et recettes assimilées (A)	0	0	2	2	-2
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	0	0	0	0
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	2	2	-2
Produits du domaine de l'Etat (B)	199	450	476	476	-26
Revenus du domaine public non militaire	61	167	131	131	36
Autres revenus du domaine public	0	1	1	1	-1
Revenus du domaine privé	85	155	266	266	-111
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	52	127	77	77	50
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	0	0	0	0
Produits de la vente de biens et services (C)	121	287	347	347	-60
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	53	53	61	61	-8
Autres frais d'assiette et de recouvrement	67	230	282	282	-52
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	2	2	2	0
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	1	1	0
Autres recettes diverses	0	1	1	1	0
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	162	226	117	117	109
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	101	103	64	64	39
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	4	2	2	2
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	3	6	3	3	4
Intérêts des autres prêts et avances	58	84	13	13	71
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	16	12	12	4
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	0	0	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	7	24	24	-17



	Mois	Cumul à fin mars		Ecart cumulé	
	Mars	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	134	478	446	446	32
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	33	80	132	132	-53
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	34	64	4	4	60
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	2	3	3	-1
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	64	284	258	258	25
Frais de poursuite	0	0	0	0	0
Frais de justice et d'instance	1	2	2	2	0
Intérêts moratoires	0	0	0	0	0
Pénalités	1	2	1	1	1
Divers (F)	138	403	534	534	-131
Reversements de Natixis	0	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	1	7	122	122	-115
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	44	64	48	48	16
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	3	4	4	0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régaliennne	0	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	2	2	2	0
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	0	1	2	2	0
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	2	1	1	0
Récupération d'indus	14	23	19	19	4
Recouvrements après admission en non-valeur	8	30	30	30	-1
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	6	15	15	15	1
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	10	9	9	1
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Recettes accidentelles	26	117	107	107	10
Produits divers	1	5	21	21	-16
Autres produits divers	31	124	155	155	-30
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	754	1 844	1 922	1 922	-78



	Mois		Cumul à fin mars		Ecart cumul
	Mars	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 078	-9 340	-8 959	-8 962	-381
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 016	-6 039	-6 012	-6 014	-27
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-1	-1	-1	0
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-467	-1 518	-1 279	-1 279	-239
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	-1	-17	-17	16
Dotation élu local	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	-3	-4	3
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0	0
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (régions) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (départements) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (établissements publics de coopération internationale) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (communes) ⁽²⁾	-237	-711	-716	-716	5
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-3	-9	-9	-9	1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle ⁽³⁾	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0	0
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-27	-27	-27	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	1	0	0	1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française ⁽²⁾	-8	-23	-23	-23	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	0	0	30	30	-30
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-339	-1 012	-898	-898	-114
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0	0



	Mois	Cumul à fin mars		Ecart cumul
	Mars	2024	2023 retraité	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.				
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active ⁽³⁾	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique en 2022	1	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle ⁽²⁾	0	0	-5	5
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel, au titre de l'année 2023, pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réforme de 2023 de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat en faveur des communes nouvelles regroupant, l'année suivant leur création, une population inférieure ou égale à 150 000 habitants (article 134) ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat visant à compléter le montant du fonds de sauvegarde des départements (article 131) ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat destiné à compenser, pour les communes, les EPCI à fiscalité propre et la métropole de Lyon, les pertes de recettes résultant de l'exonération de TFPB ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat permettant de verser une compensation aux communes et EPCI enregistrant d'une année sur l'autre une perte de base de TFPB et de produits TFPB afférant aux entreprises à l'origine de la perte de base de TFPB ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 705	-5 397	-6 498	1 101
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 783	-14 736	-15 457	720
Fonds de concours et attributions de produits				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	556	849	542	307
Fonds de concours - coopération internationale	66	292	279	14
TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS	621	1 141	820	321

⁽¹⁾ Création en LFI 2024

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2024

⁽³⁾ Suppression en LFI 2024



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Mars 2024**

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

	Mois de mars		Cumul à fin mars									Ecart cumul	
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes			Soldes 2024 / 2023 retraité	
			2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024	2023 retraité	2023 exécuté		
unité : million d'€.													
Comptes d'affectation spéciale	5 783	5 366	17 035	19 342	19 342	16 772	20 263	20 263	-263	921	921	-1 184	
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	77	174	116	52	52	483	450	450	367	399	399	-32	
Développement agricole et rural	2	3	2	1	1	11	11	11	9	10	10	-1	
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	50	32	51	85	85	95	93	93	44	8	8	35	
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	30	29	64	77	77	92	230	230	28	153	153	-125	
Participations financières de l'Etat	222	84	566	3 743	3 743	104	3 877	3 877	-461	134	134	-595	
Pensions	5 402	5 044	16 236	15 384	15 384	15 987	15 602	15 602	-249	217	217	-467	
Comptes de concours financiers	10 210	6 983	33 182	31 261	31 261	20 590	17 239	17 239	-12 592	-14 022	-14 022	1 430	
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Avances à l'audiovisuel public	334	-8	1 005	954	954	4	23	23	-1 000	-931	-931	-70	
Avances aux collectivités territoriales	9 816	6 079	30 489	28 751	28 751	19 625	16 285	16 285	-10 864	-12 465	-12 465	1 601	
Prêts à des Etats étrangers	24	101	174	291	291	111	65	65	-62	-226	-226	163	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	37	9	64	96	96	32	204	204	-32	108	108	-141	
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	802	1 450	1 170	1 170	818	661	661	-632	-509	-509	-123	
Comptes de commerce	3 624	3 776	7 668	8 377	8 377	7 953	9 220	9 220	285	842	842	-557	
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires	77	34	240	277	277	389	427	427	148	150	150	-1	
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	20	15	54	47	47	48	43	43	-6	-3	-3	-3	
Couverture des risques financiers de l'Etat	97	97	483	406	406	483	406	406	0	0	0	0	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	86	105	199	121	121	312	192	192	113	71	71	42	
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	3 297	3 295	6 474	6 584	6 584	6 474	6 930	6 930	0	346	346	-346	
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	1	0	0	0	0	0	-1	0	0	-1	
Opérations commerciales des domaines	8	10	20	15	15	23	21	21	3	6	6	-3	
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	2	8	9	9	6	6	6	-1	-2	-2	1	
Soutien financier au commerce extérieur	37	218	188	917	917	218	1 193	1 193	29	277	277	-247	
Comptes d'opérations monétaires	99	2	325	15	15	119	26	26	-206	10	10	-216	
Emission des monnaies métalliques	14	2	47	13	13	21	26	26	-26	13	13	-39	
Opérations avec le Fonds Monétaire International	86	0	278	2	2	98	0	0	-180	-2	-2	-178	
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	1	1	0	0	0	0	-1	-1	1	
TOTAL COMPTES SPECIAUX	19 716	16 127	58 210	58 996	58 996	45 434	46 748	46 748	-12 776	-12 248	-12 248	-527	
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	19 630	16 127	57 932	58 994	58 994	45 336	46 747	46 747	-12 596	-12 247	-12 247	-349	



Situation Mensuelle
de l'Etat
Mars 2024

CORRESPONDANTS DU TRESOR
ET PERSONNES HABILITEES

		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2023	Flux nets de l'année	Solde à fin mars 2024
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes à caractère financier	Organismes d'assurance et de réassurance	456	-72	384
		Caisse des Dépôts et Consignations	11	-1	10
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	5 915	213	6 128
	Total organismes à caractère financier		6 381	140	6 521
	CEPL	Régions	1 768	-155	1 613
		Départements	8 968	-2 316	6 652
		Communes	31 023	-2 864	28 160
		Etablissements publics de coopération intercommunale	19 394	-1 515	17 879
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 241	-177	2 064
		Autres	9 692	-724	8 968
	Total CEPL		73 086	-7 751	65 336
	Etablissements publics de santé		8 361	-260	8 101
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	20 972	-1 169	19 803
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	19 764	44	19 808
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	5 318	-88	5 230
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 514	-301	2 213
Total établissements publics nationaux		48 568	-1 514	47 054	
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger		7 564	-337	7 227	
Union européenne		3 650	-2 847	803	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	BPI Groupe financement fonds de garantie	6 064	32	6 096	
	GIP	2 103	-46	2 057	
	EPLÉ	2 773	1 126	3 900	
	Autres correspondants	3 321	-424	2 896	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	131	0	131	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés		14 392	688	15 080	
Total Dépôts de fonds du Trésor		162 003	-11 881	150 122	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	2 420	508	2 929	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	110	817	927	
	Intérêts courus sur comptes à terme	33	0	32	
	Total Comptes à terme	2 563	1 325	3 888	
Total Passif (A)		164 566	-10 556	154 010	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Total Actif (B)		0	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)		164 566	-10 556	154 010	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2023	Flux nets de l'année	Solde à fin mars 2024
Titres négociables (A)	2 429 984	69 751	2 499 735
Titres négociables à moyen et long terme	2 260 767	56 833	2 317 600
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	2 260 767	56 833	2 317 600
<i>dont - taux fixe</i>	1 989 405	29 506	2 018 911
<i>- taux variable</i>	217 154	5 931	223 085
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont - taux fixe</i>	0	0	0
<i>- taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	169 217	12 918	182 135
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	169 217	12 918	182 135
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	31 366	-2 660	28 706
TOTAL (A+B+C)	2 461 351	67 090	2 528 441



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2023 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2023 retraité » correspondent aux données « 2023 exécuté » corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dépenses et recettes nettes

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1^{er} août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours et attributions de produits

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes (PSR)

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

Titre

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.